

# L'armée belge a tiré les leçons du drame du Rwanda

► Xavier Zeebroek (Grip) juge qu'elle est globalement mieux préparée aujourd'hui.

ENTRETIEN

PASCAL SAC

Xavier Zeebroek (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité - Grip), estime que la Belgique et les organismes internationaux sont mieux préparés à la gestion des crises qu'il y a dix ans.

**Quelles ont été les conséquences "belges" du drame rwandais?**

La plus spectaculaire est que jusqu'à cette année (Ndlr: mission de formation assurée par des militaires belges au Congo-Kinshasa), le gouvernement a respecté la recommandation du Parlement de ne plus envoyer de troupes dans d'anciennes colonies. Cela résultait d'un traumatisme spécifiquement belge. Plus globalement, ce qui a

changé, c'est le volontarisme international envers l'Afrique centrale. En 1994, la tendance était au désengagement. Dire "l'Afrique aux Africains" revenait en fait à la livrer à elle-même. Dix ans après, la région des Grands Lacs a été remise à l'agenda international.

**Le Rwanda a révélé les carences de la gestion des crises. Sur un autre terrain, les Balkans, les missions ultérieures se sont bien passées. Il y a eu des progrès?**

Malheureusement pour les populations, les années 90 ont été une décennie d'expérimentation pour les Nations unies, à l'instar d'autres coalitions ou organisations internationales. Comme l'Ecomog au Liberia et en Sierra Leone, où la gestion a été catastrophique. Il ne faut pas épinglez un fautif: la communauté internationale dans son ensemble s'est trouvée face à des problèmes neufs, dont la gestion a été chaotique, maladroite, timide. Le Rwanda est l'exemple le plus

terrible. Mais la Somalie a aussi été un échec. Ces organisations, et certainement l'Onu, ont tiré les leçons et interviennent de façon plus structurée.

**Vous pensez à l'"opération Avenir" au Congo, par exemple?**

Elle se passe bien car la Monuc a reçu les moyens de remplir ses objectifs. Au début, ce n'était qu'une mission d'observation. Puis elle a obtenu la possibilité de recourir au chapitre 7, d'user de la force de façon plus large que l'autodéfense...

**Ce n'était pas le cas au Rwanda, ce qui a suscité une polémique...**

Tout à fait. Il faut être très nuancé sur le Rwanda. Le gouvernement belge, le Conseil de sécurité et le secrétaire général de l'Onu, le général Dallaire (Ndlr: l'officier canadien qui commandait la Minuar) : chacun a fait des erreurs, car c'était le début d'opérations complexes.

**L'impréparation belge, évoquée à**

**l'époque, doit aussi être replacée dans ce contexte?**

Oui. Et la Belgique était dans une période de restrictions budgétaires tous azimuts.

**Des militaires avaient déploré de ne pas avoir tous les moyens requis pour mener la mission...**

Oui. Les politiques, obnubilés par le respect des normes budgétaires, s'étaient dit qu'ils n'allaient pas mettre en péril les finances pour la mission de paix. Aujourd'hui, à cause de ce traumatisme, ils se disent que si la Belgique intervient, il faut être sûr de ne pas avoir de mauvaise surprise. Donc avoir les moyens en hommes et en matériels.

**Dans la même situation, la réaction serait meilleure qu'en 1994?**

Oui. Pas parce que les soldats sont meilleurs: ceux envoyés au Rwanda étaient très bons et fort dévoués. Mais les moyens sont meilleurs et la latitude laissée aux responsables sur place est plus large. Au Rwanda, l'Onu gé-

rait tout depuis New York, ce qui est néfaste en cas d'urgence.

**Pour la formation, il y a aussi eu un effort: cours de droit humanitaire, diffusion d'un vade-mecum sur le contexte des pays, etc.**

Le plan de modernisation de l'armée vise à l'adapter aux défis de la gestion moderne des crises. Une des nouveautés, c'est l'adoption de l'aide humanitaire comme une des tâches principales de l'armée. Il faut donc y former les militaires.

**Ces missions ont aussi suscité des investissements...**

Les chars d'assaut n'ont plus de raison d'être depuis la fin - je l'espère en tout cas... - de la logique de guerre entre deux blocs. Mais des blindés de transport de troupes, plus légers, peuvent être tout à fait utiles, car le plan stratégique vise la "projetabilité" de forces, modulables selon les besoins. Quant au renseignement, en terrain étranger, c'est une source capitale de sécurité. ■